

Intitulé de l'épreuve : Civilisation EOAC

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

### "Frontières et nationalités dans l'ex-URSS"

En septembre 2022, alors que les chefs d'Etat du Tadjikistan et du Kirghizistan rencontrent leurs homologues à Samarkande, en marge du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), de violents heurts éclatent à la frontière tadjiko-kirghize. Cette nouvelle vague de tensions n'est pas nouvelle, mais s'inscrit dans la continuité de cycles de tensions dont la racine remonte à l'époque soviétique. Violences interethniques, conflits autour de la gestion des ressources naturelles partagées, présence d'émigrés étrangers et crise économique sont autant de facteurs de conflit. Cependant, plus déterminant est l'absence de démarcation officielle de la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizistan. Sur près de 970 kilomètres de frontière commune, seul un tiers a fait l'objet d'un accord bilatéral depuis la chute de l'URSS en 1991. Des territoires demeurent disputés et cette fragilité de la situation juridique engendre des difficultés pour les populations locales, en particulier les résidents tadjiks de l'enclave de Vorukh et les résidents kirghizes du village frontalier d'AR-sai.

L'absence de démarcation et d'accord bilatéral sur le tracé officiel de la frontière bilatérale est donc un facteur de conflit local dans ce cas, mais même officiellement délimitée, la frontière peut faire l'objet d'un contentieux. La frontière est une ligne de séparation qui encadre un espace devenu de fait territoire. Comme le souligne Michel Foucault dans son ouvrage Les frontières, la frontière est une construction étatique qui constitue un des principaux attributs de l'Etat souverain. La frontière lie trois registres: le registre physique, c'est-à-dire sa matérialisation par des murs, des postes frontaliers et des dispositifs bio-politiques comme les visas, le registre symbolique,

N° 1  
1. / 10

la frontière internationale étant une représentation du pouvoir de l'Etat, et un registre lié à l'imaginaire, car la frontière renvoie aux éléments culturels et à la nation qu'elle ceint. La frontière est un élément de séparation, mais aussi d'échange grâce à des infrastructures partagées comme les marchés transfrontaliers. Elle répond à un régime juridique dérogatoire, à un régime d'exception, qui garantit son intangibilité et son inviolabilité que la Cour internationale de justice (CIJ) rappelle dans ses jurisprudences successives. Plusieurs étapes aboutissent à cette inviolabilité : une délimitation, processus très politisé visant à fixer le tracé géographique de la ligne de séparation, suivi de la démarcation, processus davantage administratif réglant chaque point géographique, et enfin l'abornement.

Les frontières des pays d'ex URSS prennent un caractère particulier en raison de leur nouveauté. A l'ère soviétique, les frontières internes séparant les républiques socialistes soviétiques (RSS) sont des limites administratives mouvantes, à la faveur des politiques d'échange de territoires entre RSS organisées par Moscou. A la chute de l'URSS, ces limites deviennent de facto des frontières internationales, dont l'immutabilité est appelée par le principe coutumier de droit international d'uti possidetis juris, les frontières d'Etats issus d'Empires ne devant pas faire l'objet de contentieux. Certaines de ces frontières sont récentes, comme en Asie centrale, puisque dessinées sous l'ère soviétique et succédant à des ensembles différents - émirats de Boukhara et de Khiva, Turkménistan russe - ... D'autres conservent une certaine cohérence historique - les frontières de la Géorgie - et unissent une même nationalité.

La nationalité est une identité découlant de l'appartenance à une nation, à une même communauté partageant des critères objectifs communs à l'image de la langue selon la conception allemande de la nation (Discours à la nation allemande, Fichte) et un désir de vivre ensemble (Qu'est-ce que la nation? E. Renan). Au sein de l'ex URSS, c'est-à-dire dans les Etats issus de l'URSS et répartis en Asie centrale, dans le Caucase, en Europe orientale et dans l'espace balte, la nationalité est source d'unité et de conflits. L'URSS était un espace national pluriel avec plus d'une centaine de nationalités différentes. Force est de constater que cette diversité persiste - seul 80% de la population russe est ethniquement russe - et est

reconnue puisque jusqu'en 1993 la nationalité est mentionnée sur la carte d'identité. Les nationalités sont aussi la cible d'influence externes, russe ou de pays tiers, et sont liées à d'autres types de frontières tel les frontières <sup>culturelles</sup> russes ou de pays tiers, et sont liées à d'autres types de frontières tel les frontières culturelles.

Dès lors, les frontières et les nationalités dans l'ex-URSS sont-elles, malgré leur potentiel conflictuel <sup>historique</sup> exacerbé, des relais renouvelés d'influence pour la France et pour l'Union Européenne (UE)?

Les frontières et les nationalités, forces d'union et de séparation, sont les creusets des RSS puis des Etats indépendants et des facteurs de crise répétés dans l'espace d'ex-URSS (I).  
Néanmoins, les nationalités et les frontières sont au-delà des conflits des relais d'influence multiples dans lesquels la diplomatie européenne doit s'imposer (II)

\*

\*

\*

A la chute de l'URSS en 1991, les frontières administratives sont subitement politisées et nationalisées dans les pays d'ex-URSS. (IA).

De l'effondrement de l'URSS ressort un espace morcelé marqué par les politiques soviétiques. Des frontières sociales émergent également, entre communautés apport enant désormais à des espaces nationaux différents. Héritage des politiques d'échange et de transferts de territoires menés par Moscou, le tracé des frontières est contesté ou fait l'objet d'un narratif national. La Crimée, cédée par l'URSS à la République ukrainienne est la cible d'un tel narratif et des convoitises stratégiques de la Russie qui procède à son annexion unilatérale en 2014. En Asie centrale émerge un espace davantage morcelé, caractérisé par une douzaine d'enclaves et d'exclaves dans la vallée de Fergana tel l'enclave de Shahimardan et celle de Voroutik. De plus, les décisions soviétiques influent les narratifs nationaux. Les villes de Samarcande et de Boukhara sont incluses à la RSS ouzbèke, alors qu'elles sont majoritairement peuplées de tadjiks et forment l'héritage des empires d'identité persane comme celui de la dynastie sarmatide. Décision fortement critiquée à

l'époque soviétique par les milieux nationalistes tadjiks, ces deux villes sont encore aujourd'hui liées à l'imaginaire tadjik malgré leur inclusion au territoire de l'Ouzbékistan.

Depuis 1991, les frontières ont subi une politisation et une nationalisation intense, dans un effort de relier frontière et nation. Au Kirghizstan, la frontière est le symbole de la puissance de la nouvelle république issue des quarante tribus kirghizes fondatrices et unies autour des symboles nationaux dont l'Epopée de Manas. Au Tadjikistan également la frontière est nationalisée, cible d'un nouveau corpus juridique dense visant à garantir son inviolabilité. Les visites du "guide et protecteur de la nation tadjike", le président Emomali Rahmon, sur les zones frontalières sont destinées à asseoir la puissance de l'Etat. Par exemple, en avril 2021, à la suite d'un conflit d'ampleur inégale contre le Kirghizstan, le président Rahmon se déplace personnellement à l'enclave tadjike de Vorekh où ses déclarations confirment son opposition à toute cession du territoire national tadjik en faveur du Kirghizstan et du règlement des différends frontaliers.

Cette politisation et nationalisation des frontières ne relève pas seulement du discours politique mais est matérialisée sur le terrain, les frontières devenant des outils mis au service des diplomaties nationales. Cette transformation s'illustre dans la gestion militaire et sécuritaire des frontières en Asie centrale. En effet, des garde-frontières russes demeurent en place jusqu'à la fin des années 1990, avant de céder leur place à leurs homologues nationaux, signe d'une réappropriation nationale de la gestion de la frontière. La frontière devient un lieu de démonstration de puissance, et parfois un levier diplomatique. Pour accéder à l'enclave russe de Kaliningrad, les trains de marchandises et de passagers doivent transiter par les Etats baltes membres de l'UE. En réponse à l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, les Etats baltes et en particulier la Lituanie ont imposé une série de sanctions supplémentaires contre les transports russes, en bannissant par exemple certaines marchandises. Ce blocage partiel a constitué un outil diplomatique d'influence des Etats baltes, grâce à leur position frontalière.

\*

Autre élément constitutif central des Etats de l'ex URSS, les nationalités, si elles sont d'abord vues comme un vecteur d'unité se sont réactivées comme des vecteurs de morcellement

N°1  
4/10

Intitulé de l'épreuve : Civilisation EOAC

Nombre de copies : 3

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

source de conflits et de remise en question des frontières (I.B).

Les nationalités sont tout d'abord des outils de rassemblement d'une population au sein des RSS construites autour d'une <sup>nationalité</sup> Afin d'assurer la stabilité et la viabilité des États, il s'agit d'unir les mosaïques ethniques décollant de l'URSS. En effet, à l'ère soviétique, plusieurs déplacements de population ont accru la diversité nationale de l'espace soviétique. Dans les années 1930, des "nationalités dangereuses" pour la plupart situées dans les marges de l'URSS sont identifiées comme potentiellement déstabilisatrices. Par exemple, les populations coréennes vues comme des relais d'influence de l'impérialisme japonais et des éléments perturbateurs sont massivement déplacés dès 1937 vers l'Asie centrale, d'où la présence aujourd'hui d'importantes communautés coréennes au Kazakhstan. Ces communautés, en dépit de leurs différences ethniques sont toutes identifiées comme constitutives de l'identité et de la nation kazakhe. Les nationalités s'identifient à des figures nationales communes : ainsi, lorsque Khrouchtchev entame la déstalinisation et condamne les crimes de Staline, les géorgiens lancent des manifestations à Tbilissi, et cette conscience nationale commune perdure en Géorgie. À la chute de l'URSS, les États se réapproprient également les symboles nationaux des nationalités majoritaires. Au Tadjikistan, l'avenue Lénine à Douchanbi est renommée avenue Roudaki en hommage au poète persan, qui fédère la nationalité tadjike.

En outre, la nationalité est réactivée comme un outil d'influence et de lien transfrontalier faisant fi des frontières internationales. Lors de l'arrivée au pouvoir de Poutine, la diaspora russe au sein des pays de "l'étranger proche" a vu son importance renouvelée. Elle effectue le lien avec la Russie au delà des frontières.

N° 2  
5.110

nationales et de leurs différences d'origine - descendants de Russes blancs, de condamnés politiques ou de colons - . Les diaspora sont aussi des sources de financement de l'Etat d'origine : les migrants tadjiks en Russie contribuent avec leurs envois d'argent à plus de 20% du PIB du Tadjikistan. La permanence, et la réactivation des nationalités présentes à l'étranger <sup>et héritées de l'URSS</sup> sont donc hémisphériques à la nation d'origine et soulignent la perméabilité des frontières face aux nationalités.

Enfin, la réactivation des nationalités dans l'ex-URSS est une source de conflit via la remise en question des frontières, résultant en la formation de plusieurs "conflits gelés". Certaines revendications nationales sont maîtrisées : c'est le cas de la région du Karakalpakstan en Ouzbékistan, qui ne revendique pas une sécession mais conserve des velléités d'autonomie juridique, en témoignent les violents heurts en juillet 2022 à la suite des annonces du souhait de réformes par le président ouzbek. D'autres Etats déploient des instruments pour prévenir le morcellement national de leur territoire : par exemple, la Lituanie ne reconnaît pas la double nationalité, ce qui évite l'acquisition de la nationalité russe par les populations lituanienno-russophones. Néanmoins, de la gestion de la question nationale découlent plusieurs conflits qui remettent en cause les frontières de l'ex-URSS. Trois exemples soulignent ces faits. En 1991, la république ingouche-tchétchène éclate : l'Ingouchie reconnaît les statuts de la Fédération de Russie, mais la Tchétchénie fait sécession, engendrant deux conflits en 1994 puis à partir de 1999 et, malgré la reconnaissance d'une certaine spécificité nationale matérialisée par une gestion "tchétchénisée" des tensions par la dynastie Kadyrov, des tensions persistent. Sur le territoire de la Géorgie, les nationalités abkhazes et ossètes entendent se différencier de l'identité géorgienne et remettent en question les frontières de la Géorgie\*. Enfin, l'espace du Haut Karabagh reste un espace disputé entre la nation arménienne et la nation azérie, engendrant une non-fixité de la frontière les séparant due aux conflits latents qui persistent depuis la construction de l'URSS.

\*

\*

\* Les nationalités sont à l'origine de nombreuses tensions à l'époque soviétique dont les émeutes violentes de 1989 à Soukhoumi.

Ainsi les frontières et les nationalités apparaissent-elles comme des facteurs de crise dans l'ex-URSS (I). Cependant, elles sont aussi des relais d'influence qui peuvent présenter des opportunités diplomatiques (II).

\* \*

Les nationalités ne sont pas les seuls vecteurs de conflits frontaliers, et peuvent être vues comme des relais d'influence et de coopération (IIA).

La réactivation des questions nationales est certes un facteur de conflit mais et n'en est pas l'unique. L'utilisation de la nationalité à des fins de puissance est notable, mais d'autres facteurs de conflits viennent s'aggraver. Dans le cas des différends frontaliers entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, l'utilisation des nationalités et l'absence de délimitation commune n'est pas le seul vecteur de conflit. La gestion des ressources hydriques du Syr Daria et des infrastructures comme le réservoir de Toktogul, la gestion des pâturages partagés par les Kirghizes et les Tadjiks, la gestion des migrations et des achats fonciers par d'autres nationalités sont autant de facteurs de conflits. Hérités en partie du choix de productivité du coton dans cette région peu adaptée, les nationalités et la gestion des frontières peuvent donc émerger comme des potentiels de coopération entre États voisins pour lutter contre ces troubles et ces problématiques.

Les nationalités dans les pays d'ex-URSS sont la cible des politiques d'influence étrangères, en raison de leur extrême diversité. Deux puissances majeures tentent d'y étendre leur influence. La Russie tout d'abord, s'appuie sur la diaspora russe et les relais russophones: elle a par exemple distribué plus de 600 000 passeports russes aux populations russophones du Donbass. Elle s'appuie sur sa proximité avec les "petits russes" et les "russes blancs" mais cette politique est mise à mal par l'opposition biélorusse désignant les diverses autorités du président Loukachenko et par l'invasion illégale de l'Ukraine qui a renforcé le sentiment "anti-russe". En Asie centrale et dans le Caucase, l'influence russe auprès des nationalités russes et russophiles se heurte à de nombreux obstacles, alors

que plusieurs États ont historiquement tenté de s'émanciper de cette influence, au premier rang desquels le front GOUAM perpétué par les candidatures d'adhésion de la Moldavie et de l'Ukraine à l'UE. La Chine mène également une politique d'influence au prisme de la nationalité en formant des accords avec les républiques d'Asie centrale contre le séparatisme et le nationalisme ouïghour. Deux autres acteurs tentent d'accroître leur influence en Asie centrale par le biais des nationalités. La Turquie s'appuie sur le Conseil des États turques et sur les nationalités de langue turcique comme les turkmènes. L'Iran tente de dépasser son relais national traditionnel limité aux populations tadjikes du Tadjikistan et d'Ouzbékistan (Boukhara, Termez, Samarcande), mais cette influence est limitée.

Les frontières dans l'ex-URSS sont également des vides d'influence et de coopération, en réponse à des inquiétudes d'ordre sécuritaire des États. La Chine cherche par exemple à sécuriser son environnement sécuritaire autour du Xinjiang. La perméabilité des frontières en ex-URSS pose un certain nombre de défis sécuritaires. Dans le Caucase, la faiblesse de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est propice aux trafics d'armes et de drogue en provenance du "Caucase d'or". En Asie centrale, la proximité du Tadjikistan de l'Afghanistan et la faiblesse des pays au sortir de la guerre civile tadjike de 1992 à 1997 ravive les craintes des États voisins. En effet, dans les années 1990, la perméabilité des frontières tadjikes avait favorisé les mouvements transfrontaliers des militants du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) qui avaient effectué plusieurs attentats dans la région et pris en otage des ressortissants étrangers dans la région de Badkhan, dont des spéléologues japonais. La sécurité frontalière est donc la cible de plusieurs coopérations régionales, par le biais de l'OSCE et de l'OTSC par exemple.

\*

Dans ce contexte, le but d'endiguement du potentiel conflictuel des frontières et la gestion de la diversité nationale sont amenés à développer les coopérations, dans lesquelles la diplomatie française et européenne ont toute leur place (II.B).

La diplomatie européenne s'est heurtée à plusieurs échecs dans le contexte des conflits gelés ou des conflits frontaliers en ex-URSS. Les puissances russes et turques ont écarté la France, l'Allemagne



Intitulé de l'épreuve : Civilisation EOAC

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

et l'UE de la gestion et de la résolution du conflit au Haut-Karabagh. Les tensions reprennent sur le terrain, mais le format Minsk de négociations promu par l'UE a été décrié. Les autorités politiques arméniennes, et en premier lieu Nicolas Pashinian sont déstabilisés. Pourtant, les frontières de cet espace caucasien demeurent des frontières en partie européennes, puisque l'Arménie et la Géorgie ont réaffirmé leur ancrage européen après l'invasion de l'Ukraine. L'UE a un rôle à jouer, en agissant par exemple sur les frontières immatérielles, les frontières de valeurs promouvant la démocratie, la coopération et la transparence.

Les conflits liés aux nationalités et aux frontières, dont la guerre en Ukraine est un exemple éclatant, doit être une opportunité diplomatique européenne. En s'affirmant d'abord comme la garante des principes fondateurs du droit international, dont l'intangibilité des frontières et la souveraineté des Etats, et comme une médiatrice impartiale respectueuse des nations, <sup>en complet</sup> place aujourd'hui occupée par la diplomatie turque, l'UE a vocation à conforter sa place dans l'espace post soviétique, avec lequel elle est en contact via ses membres d'Europe orientale. De plus, plusieurs de ses Etats membres disposent déjà de relais d'influence dans les pays d'ex-URSS comme la Roumanie et la France en Moldavie.

Enfin, face à l'héritage soviétique de la question nationale et des frontières, l'UE dispose de leviers d'action dans le domaine de la coopération en matière de gestion frontalière. Forte de l'expérience halte d'héritage des frontières soviétiques, l'UE a lancé en Asie centrale le programme BOMCA de gestion intégrée des frontières qui tend à encourager la coopération transfrontalière et fournir un soutien technique aux institutions frontalières.

N° 3  
9/10

Les frontières et les nationalités dans les pays d'ex-URSS sont liés à des dynamiques d'héritage, de transformation et de réactivation qui sont à la fois des vecteurs de potentiels conflits, mais aussi des opportunités de dépassement via des initiatives de coopération. À l'époque soviétique, les frontières sont manipulées à des fins politiques et économiques, tout comme les nationalités à des fins sécuritaires et de pouvoir - dont le déplacement forcé des condamnés politiques -. De premières dynamiques conflictuelles émergent au Caucase - Haut Karabagh, Abkhazie -, et en Asie centrale - enclaves de la vallée de Fergana -, conduisant à une intensification du morcellement national et territorial - transferts et dons de territoires comme la Crimée -. Ces dynamiques ont de nombreuses répercussions dans les pays d'ex-URSS, suscitant une exacerbation des conflictualités dans l'espace de l'ex-URSS. Face à ce renouvellement des conflictualités, les frontières et les nationalités se retrouvent au carrefour d'influences multiples qui visent l'espace de l'ex-URSS. Les diplomates française et européenne doivent donc y saisir de nouvelles opportunités pour participer de la stabilisation de cet espace proche.

\*

\*

\*



Lined writing area consisting of horizontal lines for text entry.

Lined writing area with horizontal ruling lines.